

REGLEMENT INTERIEUR

de l'association

FAIR

Adopté en Conseil d'administration le 17 juin 2021

1. Bureau

Les membres du Bureau sont élus pour une période de 3 ans en tant que représentant du Conseil d'administration et à titre de personne physique.

Dans l'éventualité où un ou plusieurs membres du Bureau seraient démissionnaires, le Conseil d'administration s'assure que le Bureau reste composé d'au moins quatre personnes.

Le Bureau se réunit sur convocation du Président chaque fois que cela est nécessaire ou à la demande de deux de ses membres. Il coordonne les activités de l'Association, notamment de ses groupes de travail, selon les orientations du Conseil d'administration et prend toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le Bureau peut convier à ses travaux avec voix consultative toute personne utile, notamment les animateurs des groupes de travail.

2. Conseil d'administration

2.1. Remplacement d'un administrateur

Au cours d'un mandat, lorsqu'un administrateur ne peut plus assurer cette fonction, la personne morale qu'il représente doit lui trouver un(e) remplaçant(e) dans le respect de l'objectif de parité homme/femme.

2.2. Election d'un administrateur suite à une nouvelle adhésion

Si le Conseil d'administration entérine une nouvelle adhésion et si des postes au Conseil d'administration sont encore vacants (selon l'article 8.1 des statuts), le conseil peut coopter, dans le respect de l'objectif de parité homme/femme, un nouvel administrateur dans l'attente de la régularisation par la prochaine Assemblée Générale.

2.3. Réunions du Conseil d'administration

Le Conseil se réunit au moins trois fois l'an, sur convocation du Président et sur un ordre du jour fixé par le Bureau, en particulier pour voter le budget et arrêter les comptes de l'Association.

2.4. Compétences du Conseil d'administration en matière de mécanismes de paiement aux résultats

Le Conseil d'administration valide l'engagement des moyens de l'Association sur les Contrats à Impact Social (CIS) et arrête la charte éthique de l'Association relative à ces contrats. Il définit également la stratégie de l'Association dans ce domaine.

3. Les comités du Conseil d'administration

3.1. Le Comité de Nomination

Le Comité de Nomination est chargé de la composition future des instances de gouvernance et de proposer des solutions aux situations de conflits d'intérêts affectant les membres des instances de l'Association.

Composé de 5 membres désignés par le Conseil d'administration, il respecte la répartition suivante :

- 3 administrateurs dont 1 au moins appartenant à chaque collège ;
- 1 membre fondateur désigné par le Comité des Fondateurs ;
- 1 membre de l'Association qui doit être choisi en fonction de son apport ou de ses compétences en matière de gouvernance associative.

Le Comité de Nomination a pour attributions en matière de gouvernance de :

- Recueillir les candidatures du Deuxième collège et de proposer au Conseil d'administration la liste des administrateurs issus de ce collège lors du renouvellement du Conseil d'administration ;
- Emettre un avis au corps électoral sur le caractère équilibré et représentatif des candidats issus du Premier collège, dont la parité homme/femme ;
- Superviser la régularité de l'élection ;
- Proposer à l'Assemblée générale de réallouer au Premier collège, si nécessaire et dans la limite de deux, les sièges d'administrateurs non pourvus du Deuxième collège, faute de candidats ;
- Proposer un candidat issu du Deuxième collège pour la présidence de l'Association et, en l'absence de candidat, de proposer, après approbation du Conseil d'administration conformément à l'article 11.1 des statuts, un candidat issu du Premier collège.

Le mandat des membres du Comité de Nomination est d'une durée de trois ans. Il peut être renouvelé une fois.

3.2. Le Comité des Adhésions

Le Comité des Adhésions statue sur les demandes d'adhésion et de reclassement des membres de l'Association. Il étudie les demandes d'adhésion sur la base de la Charte de la finance à impact social approuvée par le Conseil d'administration et statue, par délégation du Conseil d'administration, sur les suites qu'il convient de leur réserver. Il peut renvoyer au Conseil d'administration toute décision sur une adhésion qui présenterait des difficultés particulières.

Composé de 3 membres désignés par le Conseil d'administration, il respecte la répartition suivante :

- 2 administrateurs, un de chaque collège, dont un membre du Bureau ;
- 1 membre fondateur désigné par le Comité des Fondateurs.

Le Directeur général y siège en tant qu'invité, sans voix délibérative.

Il rend compte de son activité à chaque Conseil d'administration et lui propose toute modification utile de la procédure ou des conditions d'adhésion à l'Association. Il organise librement ses travaux en lien avec l'équipe salariée.

Le mandat des membres du Comité des Adhésions est de trois ans.

4. Le Comité du label Finansol

Le Comité du label Finansol arrête son règlement intérieur qui définit sa composition, ses modalités de fonctionnement et sa mission.

Il élabore un règlement du label qui régit notamment les conditions d'octroi, de contrôle et de retrait du label Finansol prévu au c) 7° de l'article 14 des statuts. Il se prononce également sur toutes les questions relatives à l'interprétation du règlement du label. Il est chargé de la mise à jour de ce règlement, soit à la demande du Conseil d'administration, soit de sa propre initiative ; à cette fin, il propose toute modification utile au Conseil d'administration qui peut l'approuver, la rejeter ou solliciter une nouvelle proposition.

Ce comité d'experts est indépendant de l'Association ; il ne reçoit aucune instruction individuelle du Conseil d'administration, du Bureau ou de tout membre de l'Association en ce qui concerne d'une part la cooptation de ses membres et d'autre part les demandes de labellisation ou le contrôle du label.

5. Le Comité sur les mécanismes de paiement aux résultats

Le Comité, dont l'objet découle du troisième tiret de l'article 2 des statuts, est composé d'au maximum 15 membres désignés par le Conseil d'administration et dont la majorité est issue du Conseil d'administration.

En fonction des demandes traitées, des personnalités extérieures à l'Association peuvent être sollicitées pour donner un avis consultatif.

L'engagement effectif des moyens de l'Association sur un projet nécessite la majorité qualifiée des 2/3 des membres présents ou représentés au Comité.

La décision d'engagement est susceptible d'être assortie de réserves. Les moyens ne sont alors effectivement engagés, qu'après la levée de ces réserves.

Dès lors qu'un membre de l'Association est susceptible de bénéficier d'une décision d'engagement des moyens de l'Association (au sens où ce membre bénéficierait directement ou indirectement d'une partie des ressources humaines ou financières mobilisées), il s'abstient de participer à la discussion et à la décision d'engagement.

L'engagement des moyens de l'Association recouvre notamment les deux cas de figure principaux :

- Mobilisation de l'équipe salariée et/ou bénévole sur une étude de faisabilité (par exemple étude de faisabilité d'un contrat à impact social) ;
- Mobilisation du Fonds d'ingénierie financière de l'Association pour participer à la réalisation d'une étude de configuration détaillée d'un contrat à impact sous forme d'avance remboursable en cas de succès dans la limite d'un montant de 25 000€ ou correspondant au plus à 50% du montant de l'étude.

Le Comité se réunit autant de fois que nécessaire et si besoin en distanciel.

Tout engagement des moyens de l'Association est consigné dans un procès-verbal précisant :

- Les membres du Comité présents ou représentés ayant participé à la décision,
- Le projet faisant l'objet de l'engagement,
- La nature et le niveau des moyens engagés (temps passé prévisionnel par l'équipe, montant mobilisé sur le fonds d'ingénierie financière).

Le Comité fixe ses règles de délibération et ses méthodologies de travail en début de mandat dans un règlement intérieur qui est approuvé par le conseil d'administration.

6. Le Conseil Scientifique

Le Conseil Scientifique contribue notamment à la qualité du contenu des études menées par l'Association.

Ce Conseil est majoritairement composé de membres extérieurs à l'Association. Le Conseil Scientifique est régi par un règlement intérieur qui est approuvé par le Conseil d'administration. Ce règlement intérieur définit sa composition, ses missions et ses modalités de fonctionnement.

7. Comité des Fondateurs

Conformément à l'article 18 des statuts qui définit sa composition et sa mission, le Comité des Fondateurs est composé de l'ensemble des membres fondateurs des deux associations fusionnées, Finansol et l'Impact Invest Lab.

Il élit à la majorité simple et en son sein, son président, son représentant au Conseil d'administration, ainsi que son représentant au Comité de Nomination et au Comité des Adhésions.

Au besoin, il adopte un règlement intérieur pour définir ses méthodes de travail.

Ce règlement intérieur est approuvé par le Conseil d'administration.

8. Engagement des dépenses de l'Association

Conformément à l'article 11-2 des statuts, le Président dispose de la signature sur les comptes et les actes qui engagent l'Association. Il peut déléguer cette signature au trésorier, à d'autres membres du Bureau et/ou au Directeur Général qui peut lui-même la subdéléguer à des cadres de l'Association.

Il négocie et conclut avec les tiers les contrats et les accords nécessaires à la bonne marche de l'Association ; il peut déléguer au Directeur Général la signature des accords inférieurs à un seuil qu'il détermine..

9. Choix du Directeur Général et délégation des responsabilités

Le Président définit avec le Bureau la description de fonctions du Directeur Général, le recrute sur sa proposition et met fin à ses fonctions après accord du Bureau. Le Directeur Général est en charge du recrutement des autres salariés dans le cadre du budget décidé par le Conseil d'administration.

Le Président donne délégation de pouvoir et de responsabilité au Directeur Général pour :

- Encaisser toute recette de l'Association qu'elle qu'en soit le montant ;
- Engager toute dépense, prévue au budget approuvé par le Conseil d'administration de l'Association ou dans une convention de cofinancement dans une limite fixée dans la délégation mentionnée à l'article 8 ;
- Tenir les comptes de l'Association conformément aux principes comptables applicables aux Associations ;
- Recruter, administrer (fixation des horaires de travail et des périodes de congés, etc.) et le cas échéant, licencier le personnel de l'Association ;
- Assurer le respect du code du travail et des conditions de travail, l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens dans les locaux de l'Association et ceux où elle organise des manifestations ;
- Tenir tous les registres et effectuer toutes déclarations prévues par les lois et règlements ;
- Recevoir et expédier le courrier de l'Association et gérer ses publications et ses sites internet.

Le Directeur Général peut se faire assister dans l'exercice de ses missions par un Comité de Direction dont il décide de la composition.

10. Groupes de travail et d'études

10.1. Groupes de travail

Ces groupes sont permanents ou à durée limitée. Leurs travaux sont animés par une ou deux personnes nommément désignées par le Bureau. Le lancement d'un groupe de travail sur un thème particulier est décidé sur la base d'un cahier des charges ou d'une lettre de mission approuvé par le Bureau et porté à la connaissance du Conseil d'administration.

10.2. Groupes d'études

Un groupe d'études se différencie d'un groupe de travail par la visée scientifique des travaux. Le cahier des charges est soumis pour avis au Conseil Scientifique, qui peut accompagner le groupe tout au long de l'étude.